



Pierre Héritier
Fondateur de LASAIRE
avril 2007

COOPERATION ET CONVERGENCES ECONOMIQUES DANS LA ZONE EURO

Aujourd'hui il n'existe plus grand monde pour mettre en doute l'intérêt de l'euro ou contester le bien fondé de l'économie de marché. Les critiques portent plutôt sur le bon usage de l'euro, l'équilibre entre la concurrence et la coopération, le besoin d'une économie socialement régulée pour que le marché joue pleinement son rôle sans faire toutefois du facteur travail la seule variable d'ajustement.

Il est paradoxal de constater que les tenants de la dérégulation et d'un libre échangisme sans freins – qui se situent à l'extérieur de la zone euro – paraissent imposer leurs principes à ceux qui devraient avoir pour mission de gérer "leur" monnaie et de mettre celle-ci au service du développement durable et de l'emploi. La zone euro est la seule zone monétaire au monde où il n'existe pas de coordination entre les politiques économiques et la politique monétaire, où celle-ci n'est pas traitée comme un outil au service de l'économie. Aux États-Unis, le dollar est au service de la politique américaine et celle-ci ne se limite pas à une subtile politique de taux d'intérêt. Le marché américain est un véritable marché intérieur. Des politiques volontaristes en matière de recherche, de diffusions technologiques, de budget (combien important) impulsent un certain type de développement économique. Certes nous ne voulons ni de ce modèle de développement, ni des déficits américains. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas nous aussi coordonner nos politiques économiques, développer des jeux coopératifs et des champs de coopération. L'exemple d'Airbus montre notre difficulté de penser ensemble de façon cohérente et notre propension à polluer nos politiques européennes par des réflexes et des raisonnements nationaux. C'est un peu la même chose sur le plan monétaire : une seule monnaie et 13 politiques économiques différentes!

Cette situation condamne l'Union Européenne – et la zone euro – à des ajustements coûteux pour compenser le surcoût de l'euro et la perte d'efficacité qui naît des distorsions des choix économiques entre les Etats de la zone euro.

Pourtant quelques règles simples pourraient servir de référence et l'utilisation des outils existants en faciliterait la mise en œuvre. Le transfert des gains de productivité réalisés dans chaque pays devrait être affecté aux salaires, c'est à dire à la demande des ménages. Le niveau de consommation n'étant plus aléatoire, tous les pays récolteraient les fruits de cette demande, incitant ainsi les entreprises à investir. Les bons réglages macro économiques – partage entre profit/consommation, affectation des gains de productivité – pouvant faire l'objet de discussion et de concertation dans le cadre fixé par le processus de Cologne : patronats et syndicats, autorités monétaires et politiques sont partie prenante de cette institution qui n'a jamais encore rempli vraiment sa fonction. Une coordination judicieuse des politiques feraient reculer sans doute le chômage de deux points.

La mise en place de la monnaie unique et les contraintes qu'elle implique nécessitent un prolongement politique de la construction européenne. A terme, c'est un véritable gouvernement économique qu'il convient d'envisager et dans un avenir proche une gouvernance de la zone euro permettant une gestion politique de l'euro, politique au service

du développement durable et de l'emploi. Autrement dit, il faut mettre dans l'avion, ce lourd appareil qu'est devenue l'UE, un pilote et des outils de pilotage :

-un véritable budget conçu comme un outil d'intervention (ne soyons pas plus libéraux que les Américains)

-une harmonisation fiscale

-des politiques industrielles

-une politique de coopération dans le domaine de la recherche.

L'Europe, et prioritairement la zone euro, devrait se relancer et progresser par des réalisations. La création de la CECA a été un détonateur et un accélérateur. Dans la recherche, l'aéronautique, l'aérospatial, les sciences du vivant, l'énergie, des politiques industrielles communes devraient se mettre en place. Les difficultés de l'Europe ne tiennent pas seulement aux réglages macro économiques, mais aussi à la politique de "l'offre de produits et de services". Et le facteur travail ? Il ne doit pas être oublié. Mais c'est surtout la valorisation de l'optimisation du facteur travail qu'il convient de développer dans l'esprit du sommet de Lisbonne. Là encore, les formations tout au long de la vie, restent pour certains pays un slogan creux. Dans ce domaine ce sont des politiques nationales, prolongées au niveau européen, qu'il convient d'impulser.